

MARINS OTAGES DU «BLIDA»

Les familles ne croient plus aux promesses des officiels algériens

Les familles des marins retenus en otages sur le navire Blida, dans les eaux somaliennes, lancent un énième appel au président de la République à la veille de l'Aïd El Adha. Ils disent ne plus croire aux promesses faites par les responsables concernant une éventuelle libération des otages «dont l'état de santé physique et psychologique se dégrade de jour en jour».

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Ayant rencontré cette fin de semaine les responsables du ministère des Affaires étrangères, les familles des marins expriment leur inquiétude devant la situation dramatique que vivent leurs proches à bord du vraquier. Notre entrevue ne nous a pas pour autant rassurés. Ceci en dépit du fait que les responsables rencontrés nous ont assuré qu'ils étaient optimistes concernant le sort des 16 marins», a déclaré Faouzi Aït Ramdane, fils d'un des marins. Notre interlocuteur notera, en outre, que la réponse des respon-

sables à leurs préoccupations est toujours la même à savoir que c'est à l'af- fréteur jordanien de négocier.

«Ils nous disent qu'ils suivent de près l'affaire. Nous entendons ce dis- cours depuis bientôt une année sans résultat, c'est simplement écœurant alors qu'ils ont carrément abandonné les marins», s'indigne le fils du marin Aït Ramdane.

Les familles mettent, par ailleurs, l'accent sur leur désarroi à l'approche des fêtes religieuses censées les ras- sembler avec leurs proches. «Nous avons vécu le Ramadan, l'Aïd El Fitr et



Les familles plus inquiètes que jamais.

maintenant l'Aïd El Adha approche et ils sont toujours au loin à subir un sort des plus pénibles sans que l'on lève le

petit doigt pour eux», s'indignent les familles des marins. Elles rappelleront, en outre, que le dernier appel des

otages a été particulièrement stressant pour les familles qui ont eu au bout du fil des correspondants désespérés et en pleine dépression. Ceci surtout après que le marin Toudji se soit effon- dré au pied de ses compagnons, victi- me d'un malaise cardiaque. Ce dernier a été relâché par les pirates et évacué en urgence dans un hôpital de Djibouti avant d'être rapatrié vers l'Algérie.

Les familles, plus inquiètes que jamais sur le sort des marins, disent rester mobilisées pour exiger la libéra- tion de leurs proches. Ceci d'autant que pour la plupart d'entre elles, l'absence des marins a duré plus d'une année puisque certains marins avaient embar- qué des semaines et des mois avant que les pirates ne les interceptent au large du port de Salaleh, au large du sultanat d'Oman, le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

F-Z. B.

MOKHTAR FELIOUNE À SOUR-EL-GHOZLANE :

«L'Algérie est leader dans la rive sud en matière de réforme pénitentiaire»

Présent pour présider à la sortie de la première promotion de sergents de rééducation de l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane, le DG de l'administration pénit- entiaire, Mokhtar Felioune, est longuement revenu sur le pro- cessus de la réforme pénitentiaire entamé en 2005 et qui avait pour but de rehausser les établissements pénitentiaires aux normes internationales en rappelant que l'Algérie est leader dans la rive sud en matière de réforme pénitentiaire.

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - Ainsi, et pour illustrer cette réforme, le DG de l'administration pénitentiaire parlera de la sortie de la première pro- motion de sergents qu'il était venu pré- sider ce jeudi. Pour lui, les 73 sergents dont 19 filles, qui ont suivi une forma- tion de 24 mois, ont été recrutés sur la base d'un concours externe et le niveau requis est le baccalauréat, alors qu'auparavant la promotion au grade de sergent se faisait à l'échelle interne avec des promotions d'agents de rééducation. M. Felioune parlera éga- lement des programmes qui ont été adaptés aux exigences de l'heure avec l'introduction de nouveaux modules comme le management, l'informatique, les langues étrangères, dont le français et l'anglais, ainsi que des sessions de formation et de recyclage introduits pour les fonctionnaires exerçant sur place, avant leur promotion, et qui se font soit au niveau de l'école péniten- tiaire de Sour-El-Ghozlane et ses deux antennes qui sont implantées à M'sila et Ksar-Chellala pour les agents, soit à l'étranger, notamment en France, pour les cadres. «Toutes ces formations et recyclages sont faits pour que la réfor- me pénitentiaire soit en phase avec les normes internationales pour lesquelles l'Algérie avait dès 2005 engagé plu- sieurs chantiers», dira M. Felioune. Par ailleurs, et toujours dans le cadre des réformes engagées, et pour combattre

la surpopulation en milieu carcéral, 13 nouvelles prisons ont été projetées dès 2005. Aujourd'hui, 6 structures ont déjà ouvert leurs portes et les 7 autres seront bientôt réceptionnées.

Ces nouvelles structures, d'une

capacité de 19 000 places, devront atténuer la tension au niveau des éta- blissements pénitentiaires existants pour une population carcérale estimée à un peu plus de 52 000 prisonniers et devront permettre à l'Algérie de répondre aux exigences de l'humanisa- tion des conditions de détention des prisonniers et être en phase avec les normes internationales en matière de surface par prisonnier.

En effet, selon Mokhtar Felioune, «avec la réception de ces nouvelles structures, la surface devra se situer entre 7 et 9 m² par prisonnier. Une

norme qui répond aux normes interna- tionales qui sont situées entre 6 et 11 m² par prisonnier». Outre ces réalisa- tions, et toujours dans le sillage des réformes, des formations à l'intérieur des prisons ont été introduites, et des places pédagogiques sont assurées au niveau des nouvelles structures à hau- teur de 80% de la population carcérale.

D'autres nouveautés, notamment la formation et le travail en milieu ouvert, ont été introduites à la faveur de ces réformes. Cinq établissements et une dizaine de chantiers agricoles ont été réalisés au profit des prisonniers en fin

de peine, alors que la semi-liberté est accordée notamment à ceux qui pour- suivent des études.

Enfin, et pour mieux aider le prison- nier qui aura purgé sa peine à se réin- sérer dans la société, des centres d'ai- de à la réinsertion sociale sont créés.

Ceux-ci, dont un a été d'ailleurs inauguré ce jeudi à Bouira par le DG de l'administration pénitentiaire, devront aider le prisonnier qui a purgé sa peine, notamment les jeunes, à trouver du tra- vail ou à monter sa propre entreprise.

Y. Y.

PRÉSERVATION DES ZONES HUMIDES DU PARC NATIONAL D'EL KALA

Beaucoup de choses restent à faire

Tout en rappelant l'importance régionale du Parc national d'El Kala en matière de diversité de la faune et de la flore, le D' Lau- rent Chazée suggère à l'Algérie un renforcement de la coopération intersectorielle et la mise en place d'une stratégie nationale en vue de préserver le patrimoine naturel du site.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Ainsi, pour l'expert français en biodi- versité, qui est notamment coordina- teur de l'Observatoire des zones humides méditerranéennes, la région, dont l'Algérie, reste très vulnérable en matière de dégradation du patrimoine naturel.

Laurent Chazée, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une journée d'étude sur la «problématique de la gestion des zones humides en Méditerranée et du cas particulier du Parc national d'El Kala», organisée par le Centre national d'études et d'analyses pour la popula- tion et le développement, a fait savoir que la région méditerranéenne a perdu depuis 1990 pas moins de 50% de son capital naturel. Ce dernier, qui présen-

tait les résultats des recherches de l'Observatoire des zones humides méditerranéennes pour l'année 2011, a souligné que les principaux facteurs de dégradation restent l'industrie, l'agri- culture, le tourisme et la croissance démographique. De son côté, le direc- teur général du Centre national d'études et d'analyses pour la popula- tion et le développement, El-Hadi Mek- boul, a fait savoir que des études et des recherches sont menées depuis 2010 par le Ceneap sur le Parc natio- nal d'El Kala, dans le cadre de la pro- tection des zones humides du site.

Ce parc, qui s'étend sur 78 600 ha, selon toujours El-Hadi Mekboul, a bénéficié depuis 1996 de deux études portant sur la création d'un espace et

d'un parc maritimes protégés ainsi qu'un projet de recensement de la faune et la flore.

Cette démarche s'inscrit, rappelle le directeur général du Ceneap, dans le cadre du projet de réhabilitation et d'élargissement des six zones humides du parc d'El Kala, classées patrimoine mondial à la faveur de la convention Ramsar de 1971 pour la protection des zones humides par l'Unesco, ratifiée par l'Algérie en 1982.

6 893 m³/j d'eaux usées se déversent dans les zones humides d'El Kala

Selon le Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement, «les eaux usées des communes du littoral d'El Tarf se déversent entièrement dans le com- plexe de zones humides (El Tarf, Ain Assel, Ben M'hidi, Echatt, El Kala, Souarekh, Ramel, Souk, Bouteldja) ou dans les oueds (El Tarf, Berrihane,

Echatt, Bouteldja) ou directement en mer pour la commune d'El Kala. Les neuf communes en question rejettent près de 6 893 m³/j, soit un volume annuel de 2 515 945 m³».

Mais pour le Ceneap «en dépit de ces agressions relevées qui sont princi- palement d'un impact anthropique sur l'espace, il y a lieu de noter que la richesse faunistique et floristique du Parc national d'El Kala (inventaire 2006), ainsi que ses valeurs patrimo- niales, culturelles et historiques ne semblent pas atteintes de manière irré- versible».

Le Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement affirme même que «l'originalité du parc reste affirmée dans la mesure où les résultats des études révèlent de nouvelles richesses faunistiques, floristiques, historiques et culturelles avec toutefois une régres- sion biologique au niveau des lacs».

M. M.

DÉPOLLUTION INDUSTRIELLE

«572 tonnes de déchets cyanurés seront éliminées»

«Pas moins de 572 tonnes de déchets cyanurés hautement toxiques issus des activités industrielles, stockées au sein de 13 entreprises nationales, seront concernées par une opération de dépollution industrielle», a indiqué, jeudi, le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, à partir de Constantine où il était en visite d'inspection.

Résultant de la politique d'industrialisation massive des années 1970, ces déchets industriels à haut risque toxique «bien que stockés au sein des entreprises dans des conditions plus ou moins conformes aux règles de protection de l'environ- nement, constituent néanmoins, a reconnu Chérif Rahmani, un réel danger et pour l'écosystème et l'environnement et pour la santé publique». Sur- tout lorsqu'on sait que les déchets cyanurés issus des activités industrielles utilisant les sels de cya- nure pour le traitement thermique des métaux représentent 572 tonnes de passif environnemen- tal, dont 337 tonnes, soit 52,5% du stock de déchets, sont concentrées dans la seule wilaya de

Constantine. Il s'agit en fait des stocks du Com- plexe, pelles et grues d'Aïn S'mara (195t), du complexe moteurs-tracteurs (138t) et l'unité machines-outils d'Oued H'mime A ce titre, et en vue d'assainir ce passif, a déclaré le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environne- ment, «treize entreprises nationales réparties sur dix wilayas bénéficieront d'un programme de «dépollution et d'élimination des cyanures.»

Confiée à l'entreprise spécialisée Tredi Sa, une société de droit étranger, l'opération en ques- tion portera, selon, M. Albin, chef du projet, sur «l'enlèvement des déchets cyanurés solides et liquides collectés en Algérie». «Aussi, explique-t-

il, après la collecte, le conditionnement, transport et exportation lesdits déchets seront éliminés dans une installation spécialisée basée en Alle- magne.» Ainsi donc, la première opération dont le coup d'envoi a été donné à partir du Complexe moteurs-tracteurs de Oued El H'mime où sont stockées 138 t, consistera dans sa première phase, explique-t-on, en «la collecte, le regroupe- ment et le conditionnement des déchets. Inter- viendra ensuite la phase de décontamination des sites. Et, enfin le transport des déchets contami- nés vers des installations homologuées en vue de leur traitement et élimination». La réussite de cette opération, qui s'inscrit, a rappelé Chérif Rahmani, dans le «prolongement de la dynamique engagée par le gouvernement en vue de résorber le passif environnementale de l'industrie nationale, permet- tra la récupération d'une assiette foncière de 9 h décontaminée, l'assainissement du passif envi- ronnemental le transfert du savoir-faire dans le

domaine de la dépollution industrielle et, surtout de conforter la confiance du citoyen dans l'entre- prise». Sur un autre chapitre, le ministre s'est dit satisfait des résultats enregistrés par la cimenterie de Hamma Bouziane en matière de protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne «le rejet de poussières dans l'atmosphère». Selon le P-dg de l'entreprise, l'investissement consenti par la cimenterie en matière de protec- tion de l'environnement consistant en l'installation de «filtres à manche» a permis la réduction des rejets de poussières de façon significative. Aussi les rejets de poussières qui étaient avant l'instal- lation des filtres à manche de l'ordre de 30 mg/m³ ont été réduits à moins de 10 mg/ m³. Autrement dit, assure-t-il, ce niveau est «conforme aux normes internationales». De même pour ce qui est de la consommation de l'eau, laquelle a régressé, permettant ainsi une économie de 247 170 m³/an.

Farid Benzaid